



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 07 DEC. 2023**

mettant en demeure la société SAPPE à Strasbourg  
de respecter  
des prescriptions relatives à l'aménagement et à l'exploitation de ses installations  
2 rue de Sète à Strasbourg

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 pris en application du titre I<sup>er</sup> livre V du code de l'environnement, autorisant la société SAPPE à exploiter un centre de regroupement, tri, transit de déchets non dangereux et dangereux à Strasbourg, notamment ses articles 2.3.1, 3.1.1, 3.6.3, et 9.3.1.2 ;
- VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 9 août 2023 des installations de la société SAPPE ;
- VU le courrier du 11 octobre 2023 et le message électronique du 9 novembre 2023 de l'exploitant, produit en réponse aux conclusions de la visite d'inspection du 9 août 2023 ;

CONSIDÉRANT que plusieurs signalements relatifs à des nuisances occasionnées par des poussières en provenance de la société SAPPE ont été communiqués à l'inspection ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 9 août 2023, l'inspection a constaté la présence de poussières sèches sur les sols extérieurs, laissant apparaître des traces de circulation de véhicules et d'engins, des amas de poussières au pied des murs extérieurs du box de stockage des extraits de vinasse, et que le passage d'un camion à faible allure suffit à soulever une quantité importante de poussières dans l'air ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 9 août 2023, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 2.3.1 de l'arrêté du 12 septembre 2019 susvisé, les mesures prises par l'exploitant, sans qu'aucune justification ne puisse être apportée, pour maintenir la propreté des locaux et éviter les amas de poussières, sont insuffisantes ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 9 août 2023, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 2.3.1 de l'arrêté du 12 septembre 2019, les mesures prises par l'exploitant, sans qu'aucune justification ne puisse être apportée, pour nettoyer les roues des véhicules routiers susceptibles d'entraîner, sur les voies de desserte, des matières provenant de l'établissement sont insuffisantes ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 9 août 2023, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 3.1.1 de l'arrêté du 12 septembre 2019, les mesures prises par l'exploitant, sans qu'aucune justification ne puisse être apportée, pour prévenir les envols de poussières provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport, sont insuffisantes ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 9 août 2023, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 3.6.3 de l'arrêté du 12 septembre 2019, aucun dispositif permettant d'abattre les émissions diffuses de poussières n'est opérationnel ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 9 août 2023, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 3.6.3 de l'arrêté du 12 septembre 2019, aucun dispositif permettant d'humidifier les voiries pour éviter l'envol de poussières n'est opérationnel ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 9 août 2023, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 3.6.3 de l'arrêté du 12 septembre 2019, aucune consigne interne relative aux modes opératoires permettant de limiter les émissions diffuses de poussières n'a été établie ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 9 août 2023, l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 9.3.1.2 de l'arrêté du 12 septembre 2019, les résultats de la surveillance des campagnes de mars et de juin 2023 n'ont été transmis qu'à la demande de l'inspection, que les points de prélèvement n°1 et n°2 ont été déplacés par rapport à l'état initial de 2019 sans qu'aucune justification ne soit apportée ;

CONSIDÉRANT que, dans son courrier du 11 octobre 2023 et son message électronique du 9 novembre 2023, l'exploitant n'apporte pas d'observation relative à la prévention des envols de poussières ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter

La société SAPPE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue de Sète à 67100 Strasbourg de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 2.3.1, 3.1.1, 3.6.3, et 9.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 susvisé, reprises ci-après :

#### *Article 2.3.1 – Propreté des installations et des voiries de desserte :*

*Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.*

*L'exploitant procède au nettoyage des roues des véhicules routiers susceptibles d'entraîner, sur les voies de desserte, des matières provenant de l'établissement.*

**Article 3.1.1 – Captation et canalisation :**

*L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport de produits dans l'installation. (...)*

**Article 3.6.3 – Envols de poussières :**

*L'exploitant procède, en période sèche, à un abattage des émissions diffuses de poussières par aspersion d'eau ou par tout moyen d'efficacité équivalente.*

*Les voiries (routes et pistes) sont humidifiées en cas de temps sec, pour éviter l'envol de poussières.*

*L'exploitant définit, au sein d'une consigne interne communiquée aux personnels, les modes opératoires permettant de limiter les émissions diffuses de poussières. (...)*

**Article 9.3.1.2 :**

*Des prélèvements et mesures trimestriels des retombées de poussières sont effectués depuis des emplacements à la représentativité justifiée.*

*Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des résultats. (...)*

**Article 2 : mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 3 : sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

**Article 5 : exécution**

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAPPE, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,

Pour la préfète et par délégation  
le secrétaire général

  
Mathieu DUHAMEL

1107/1108 Exchange